La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Avril 2005 : excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars a été dégagé en avril 2005, en hausse par rapport à celui de 0,8 milliard enregistré en avril 2004. Cette amélioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable à la hausse des revenus budgétaires, qui ont progressé de 2,3 milliards de dollars, ou 14,9 %, principalement en raison d'une forte poussée des revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt des sociétés. Les frais de la dette publique ont légèrement fléchi, tandis que les charges de programmes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 8,6 %, principalement sous l'effet de mesures énoncées dans les budgets antérieurs.

Mai 2005 : excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars a été enregistré en mai 2005, en baisse par rapport à 1,0 milliard en mai 2004. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 1,1 milliard, tandis que les charges de programmes ont augmenté de 1,3 milliard. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard pour s'établir à 2,9 milliards.

Avril et mai 2005 : excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des deux premiers mois de l'exercice 2005-2006 (avril et mai) est évalué à 3,1 milliards de dollars, soit 1,3 milliard de plus que l'excédent de 1,8 milliard enregistré au cours de la même période en 2004-2005. Les revenus budgétaires ont progressé de 3,4 milliards, ou 11,2 %, en grande partie en raison de la vigueur des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et sur l'impôt des sociétés. Les charges de programmes ont progressé de 2,3 milliards, ou 10,0 %, principalement sous l'effet de mesures prévues dans des budgets antérieurs qui ont influé sur les transferts aux provinces et aux territoires. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,2 milliard pour se fixer à 5,7 milliards.

Avril et mai 2005 : résultats budgétaires

Au cours des deux premiers mois de 2005-2006, on a enregistré un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars, soit 1,3 milliard de plus que l'excédent de 1,8 milliard dégagé à la même période en 2004-2005.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont progressé de 3,4 milliards, ou 11,2 %, pour totaliser 33,8 milliards. Cette hausse est principalement attribuable à la poussée des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et sur l'impôt des sociétés.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 7,7 %, en avril et en mai, sous l'effet de fortes retenues à la source attribuables à la hausse de l'emploi et des traitements et salaires au cours de la période.
- Les revenus au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 1,3 milliard. Les résultats jusqu'en mai reflètent en grande partie la procédure de versement, en vertu de laquelle les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels en fonction de l'impôt à payer au cours de la dernière année d'imposition ou d'une estimation de l'impôt de l'année en cours. Les paiements insuffisants au titre de l'impôt des sociétés à payer pour l'exercice en cours sont comblés dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition des sociétés sous forme de règlement à la fin de l'exercice. Puisque les règlements ont augmenté au cours des trois derniers mois de 2004-2005 (période de règlement correspondant à la fin de l'exercice dans le cas des sociétés dont l'année d'imposition prenait fin le 31 décembre 2004), les versements mensuels d'impôt des sociétés entre avril et

décembre 2004 ont été sous-estimés. Par conséquent, le taux de croissance des versements d'impôt des sociétés en avril et en mai 2005, qui tiennent maintenant compte de l'augmentation de l'impôt à payer au cours de l'année d'imposition 2004, est plus élevé que si les versements d'impôt l'an dernier avaient correspondu à l'impôt à payer au cours de toute l'année. Ainsi, l'augmentation des rentrées d'impôt des sociétés en avril et en mai par rapport à la même période l'an dernier surestime la croissance sous-jacente des revenus d'impôt des sociétés.

- Les revenus tirés des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 12,6 %. Les revenus de la taxe sur les produits et services ont grimpé de 0,7 milliard, ou 13,5 %. Les droits de douane à l'importation et les taxes de vente et d'accise ont marqué une hausse individuelle de 0,1 milliard, tandis que le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien a reculé de 3 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,8 %, car les gains au titre de l'emploi et des traitements et salaires ont largement compensé l'effet de la diminution du taux de cotisation, qui est passé de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 2004 (taux salarial) à 1,95 $ en 2005.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 4,6 %. Cette catégorie affiche une tendance à la volatilité d'un mois à l'autre.

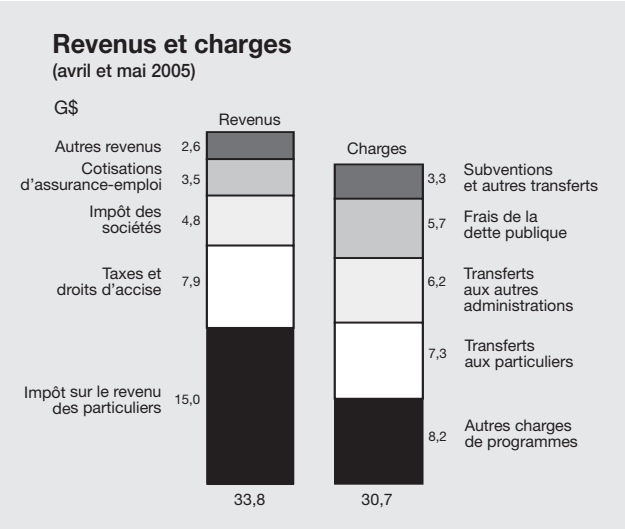
D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées en avril et en mai ont augmenté de 2,3 milliards de dollars, ou 10,0 %, pour s'établir à 25,0 milliards. Ces résultats sont principalement attribuables à l'augmentation des transferts au titre des accords conclus par les premiers ministres en 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires.

Les paiements de transfert ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 13,6 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 155 millions de dollars, ou 2,2 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,1 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,9 % en raison d'une diminution des prestations régulières attribuable à l'amélioration du marché du travail.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,1 milliard de dollars, ou 22,3 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux et d'une hausse des transferts fiscaux aux termes des accords conclus par les premiers ministres en 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la formule de financement de territoires.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 719 millions de dollars, ou 28,3 %, surtout en raison de la périodicité des versements et de mesures prévues dans les budgets antérieurs. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 261 millions de dollars, ou 3,3 %, les charges plus faibles reliées aux sociétés d'État et à la défense étant largement compensées par la hausse des charges reliées aux autres ministères et organismes. Les charges liées à la défense ont diminué de 85 millions de dollars, ou 4,9 %, tandis que les charges de programmes de tous les autres ministères et organismes ont augmenté de 351 millions, ou 6,8 %. Les transferts aux sociétés d'État ont légèrement fléchi de 5 millions, ou 0,5 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 153 millions de dollars, principalement sous l'effet d'une baisse de l'encours de la dette portant intérêt.



Besoins financiers de 1,8 milliard de dollars en avril et en mai 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

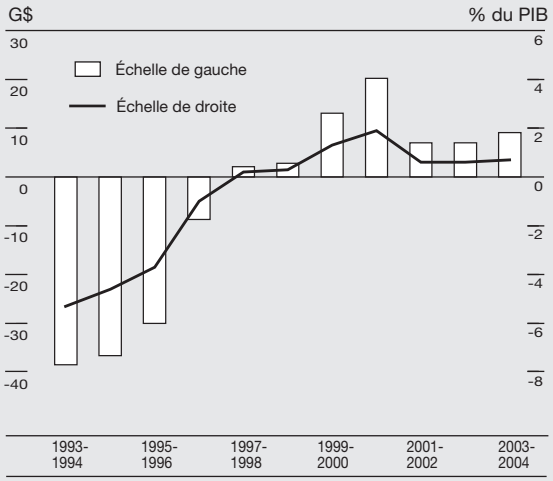
Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,0 milliards de dollars en avril et en mai 2005, en hausse de 0,5 milliard par rapport à des besoins de 4,5 milliards de dollars pour la même période en 2004-2005. Historiquement, les besoins sont importants au premier semestre de l'exercice en raison des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certaines obligations constatées dans les résultats budgétaires d'exercices antérieurs.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars et de besoins nets de 5,0 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 1,8 milliard au cours des deux premiers mois de 2005-2006, comparativement à des besoins de 2,7 milliards au cours de la même période en 2004-2005.

Activités nettes de financement en baisse de 4,4 milliards de dollars

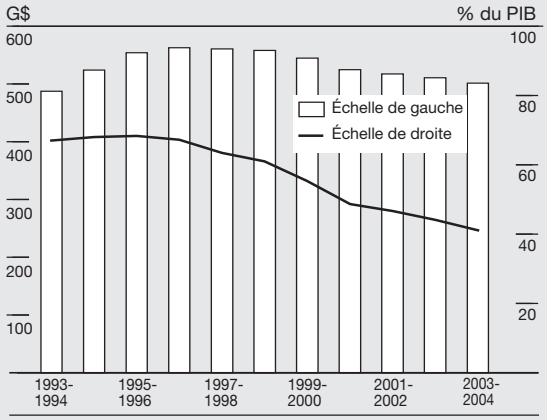
Le gouvernement a freiné ses activités nettes de financement dans une proportion de 4,4 milliards de dollars en avril et en mai 2005 en réduisant ses soldes de trésorerie. Le niveau mensuel de ces soldes varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de mai s'élevaient à 10,9 milliards de dollars.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Opérations budgétaires						
Revenus	15 178	17 447	15 211	16 359	30 388	33 806
Charges						
Charges de programmes	-11 507	-12 497	-11 253	-12 532	-22 760	-25 029
Frais de la dette publique	-2 856	-2 778	-2 968	-2 893	-5 824	-5 671
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	815	2 172	990	934	1 804	3 106
Opérations non budgétaires	-4 882	-7 264	385	2 312	-4 497	-4 952
Ressources ou besoins financiers	-4 067	-5 092	1 375	3 246	-2 693	-1 846
Variation nette dans les activités de financement	-7 914	-8 099	9 028	3 703	1 114	-4 396
Variation nette dans l'encaisse	-11 981	-13 191	10 403	-6 949	-1 579	-6 242
Encaisse à la fin de la période					15 747	10 878

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 992	7 986	6 925	7 007	13 916	14 993
Impôt sur le revenu des sociétés	1 481	2 404	2 095	2 440	3 577	4 844
Autres impôts sur le revenu	247	234	321	340	568	574
Total des impôts sur le revenu	8 720	10 624	9 341	9 787	18 061	20 411
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 788	2 919	2 332	2 893	5 120	5 812
Droits de douane à l'importation	235	242	227	273	462	514
Taxes de vente et d'accise	758	749	652	807	1 410	1 557
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	38	33	27	29	65	62
Total des taxes et droits d'accise	3 819	3 943	3 238	4 002	7 057	7 945
Total des revenus fiscaux	12 539	14 567	12 579	13 789	25 118	28 356
Cotisations d'assurance-emploi	1 697	1 754	1 671	1 707	3 368	3 461
Autres revenus	942	1 126	961	863	1 902	1 989
Total des revenus budgétaires	15 178	17 447	15 211	16 359	30 388	33 806

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 281	2 402	2 286	2 396	4 567	4 798
Prestations d'assurance-emploi	1 390	1 160	1 213	1 366	2 602	2 526
Total	3 671	3 562	3 499	3 762	7 169	7 324
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 584	1 054	1 583	2 108	3 167
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	686	652	685	1 304	1 371
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0	125	0	250	0
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	8	0	8	0	16	0
Transferts fiscaux	815	949	1 087	1 228	1 902	2 178
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-253	-254	-253	-254	-506	-508
Total	2 401	2 965	2 673	3 242	5 074	6 208
Subventions et autres transferts						
Agriculture	12	70	47	275	59	345
Affaires étrangères	171	267	164	126	335	393
Santé	128	103	159	171	286	274
Développement des ressources humaines	148	115	155	100	303	215
Affaires indiennes et du Nord	630	674	299	296	929	970
Industrie et développement régional	116	119	108	88	225	207
Autres	216	490	191	369	407	859
Total	1 421	1 838	1 123	1 425	2 544	3 263
Total des paiements de transfert	7 493	8 365	7 295	8 429	14 787	16 795
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	212	205	87	75	299	280
Société canadienne d'hypothèques et de logement	144	149	216	219	360	368
Autres	285	214	108	185	392	398
Total	641	568	411	479	1 051	1 046
Défense	709	809	1 031	847	1 741	1 656
Tous les autres ministères et organismes	2 664	2 755	2 516	2 777	5 181	5 532
Total des autres charges de programmes	4 014	4 132	3 958	4 103	7 973	8 234
Total des charges de programmes	11 507	12 497	11 253	12 532	22 760	25 029
Frais de la dette publique	2 856	2 778	2 968	2 893	5 824	5 671
Total des charges budgétaires	14 363	15 275	14 221	15 425	28 584	30 700

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	815	2 172	990	934	1 804	3 106
Opérations non budgétaires						
Activités d'investissement en immobilisations	144	108	-359	8	-215	116
Autres activités d'investissement	177	-463	-65	-15	112	-479
Comptes de pension et autres comptes	-550	-568	884	-253	334	-821
Autres activités						
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-5 537	-7 476	782	2 435	-4 755	-5 040
Opérations de change	611	878	-1 106	-105	-495	773
Amortissement des immobilisations corporelles	273	257	249	242	522	499
Total des autres activités	-4 653	-6 341	-75	2 572	-4 728	-3 768
Total des opérations non budgétaires	-4 882	-7 264	385	2 312	-4 497	-4 952
Ressources ou besoins financiers nets	-4 067	-5 092	1 375	3 246	-2 693	-1 846

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Ressources ou besoins financiers nets	-4 067	-5 092	1 375	3 246	-2 693	-1 846
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement						
Opérations de la dette non échue						
Emprunts en dollars canadiens						
Obligations négociables	-2 818	-1 109	4 974	2 776	2 156	1 667
Bons du Trésor	-3 800	-5 700	3 800	1 200	0	-4 500
Obligations d'épargne du Canada	-9	-61	-38	-78	-47	-139
Autres	-25	0	17	0	-8	0
Total	-6 652	-6 870	8 753	3 898	2 101	-2 972
Emprunts en devises	-1 249	-1 229	275	-195	-974	-1 424
Total	-7 901	-8 099	9 028	3 703	1 127	-4 396
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-13	0	0	0	-13	0
Variation nette dans les activités de financement	-7 914	-8 099	9 028	3 703	1 114	-4 396
Variation dans l'encaisse	-11 981	-13 191	10 403	6 949	-1 579	-6 242

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Août 2005